

AGRICULTURE

Uniterre met en garde contre la disparition des fermes à Genève

A l'occasion de la journée internationale des luttes paysannes, Uniterre a déployé samedi une chaîne de quatre cents fermes miniatures sur le pont de la Machine à Genève. Le syndicat paysan voulait illustrer la menace que fait peser l'«agrobusiness» sur ces exploitations.

Il reste moins de quatre cents fermes à Genève alors qu'on en comptait un millier il y a quelques années, a indiqué Rudi Berli, secrétaire à Uniterre. Il dénonce la mainmise des multinationales sur le secteur alimentaire et insiste sur l'importance d'une agriculture de proximité.

Pour survivre, les paysans doivent être rémunérés correctement. L'association «Affaire TourneRêve» propose ainsi un pain élaboré avec de la farine biologique et garantissant des prix rémunérateurs aussi bien aux agriculteurs qu'aux boulangers. L'impact pour le porte-monnaie du consommateur est minime (10 centimes pour 500 grammes de pain), assure M. Berli.

Un cortège de militants a porté sur le pont de la Machine une longue ficelle sur laquelle étaient accrochées des reproductions de fermes. Le cortège a ensuite déambulé sur le pont des Bergues pour revenir à son point de départ. Des actions ont aussi eu lieu à Zurich, avec une plantation sur une zone en friche, ainsi qu'à Fribourg où du lait a été distribué.

Le 17 avril a été déclaré «Journée internationale des luttes paysannes» par Via Campesina (mouvement international paysan qui lutte pour la souveraineté alimentaire). Elle commémore le souvenir d'agriculteurs massacrés en 1996 au Brésil par les militaires dans le cadre de la lutte pour la réforme agraire. ATS

EN BREF

POLITIQUE
Stauffer présidera le MCG un an de plus

Eric Stauffer a été reconduit à la présidence du Mouvement citoyens genevois (MCG) jusqu'aux élections municipales d'avril 2011. L'assemblée générale du parti a confirmé vendredi soir la décision du bureau directeur. L'information a été communiquée hier par le MCG. Eric Stauffer occupe la fonction de président du parti depuis deux ans. Quatre vice-présidents ont également été élus. Il s'agit de Mauro Poggia, Roger Golay, Pascal Spuhler et Carlos Medeiros. ATS

CONFÉRENCE
Développement et lutte des femmes en Colombie

Le lien privilégié entre Tierradentro, au sud de la Colombie, et la Suisse n'est pas rompu. Initiée par le coopérant genevois Mathieu Cramer (décédé en 2008), l'Association Protierradentro-Genève¹ (APG) poursuit son travail de solidarité avec un collectif paysan – l'Association paysanne de Inzá-Tierradentro (ACIT) –, en lutte pour un développement intégral de cette zone marginalisée du département du Cauca. Mardi, l'APG invite Lola Morales, du groupe de femmes de l'ACIT, à présenter le programme «Femmes en lutte pour une vie digne, libre de violences», soutenu par l'ONG genevoise et l'Etat de Genève. La rencontre se tiendra dès 20 h à la salle Zazie Sadou de la Maison des associations (Savoises 15), à Genève. BPZ
¹ www.protierradentro.net

Des «vélibs» pourraient intégrer l'offre des transports publics

MOBILITÉ • Le canton, la Ville et les communes devraient valider avant l'été un projet inédit de vélos en libre service, en cours d'élaboration par les TPG.

PAULINE CANCELA

Enfin se confirme l'entrée de Genève dans la danse des vélos en libre service (VLS). Face aux cousins romands (voir *Le Courrier* du 14 avril), la ville du bout du lac, toujours à la traîne dans le domaine, veut pourtant aller plus loin. Courant 2011, on devrait non seulement voir à Genève des «vélibs», mais en plus ceux-ci pourraient être intégrés à l'offre globale des transports publics.

Pas trop tôt pour Pro Vélo qui vient de lancer une pétition, rappelant aux autorités l'importance de se doter de VLS rapidement. De fait, le Grand Conseil recevra d'ici à fin juin les quelque mille signatures attendues par l'association, lui demandant d'instaurer un système proche du Velopass lausannois.

Mais à l'Etat, on veut faire encore mieux. Christophe Genoud, secrétaire général adjoint au Département de l'intérieur et de la mobilité (DIM) parle «d'intégrer avec un seul produit tarifaire l'ensemble des modes de transports». Il ajoute que cette initiative est même pionnière en Europe. Un groupe de travail, composé de la Ville, du canton et des communes, y planche déjà depuis quelques mois et a récemment accéléré la cadence, signale le secrétaire.

Faciliter le transfert modal

L'intérêt du dispositif est multiple: promotion de la mobilité douce, prévention des effets de la sédentarité, et surtout la mise en avant de l'intermodalité des déplacements. Comme le signale Delphine Klopfenstein, chargée de projet à Pro Vélo, le VLS est prévu pour un usage de type pendulaire, visant par conséquent à faciliter le transfert modal – passage d'un moyen de transport à un autre au cours du même trajet. L'étude des Transports publics genevois (TPG) est à ce titre exemplaire, puisque l'enchaînement pourrait se faire avec un seul et même titre de transport, se réjouit Isabel Pereira, attachée de presse de la régie publique. Elle tempère toutefois, car «rien n'est encore décidé, même si les discussions avancent bon train».

Si retard genevois il y a eu, c'est à cause de la multiplicité des acteurs et de la complexité que demande l'introduction des VLS dans l'offre Unireso, indique M. Genoud. Et de rappeler que dans les autres villes romandes, il n'y a pas une telle proposition de «prestation intégrée», mais des projets de moindre envergure.

Des détails encore à définir

Quoi qu'il en soit, pour Pro Vélo, Delphine Klopfenstein rappelle que l'idée n'est pas nouvelle, mais en discussion depuis trois ans. Une bisbille en 2008 avait fait suspendre l'affaire. Car la Ville voulait lier l'attribution du mandat de l'affichage publicitaire sur son territoire au projet de VLS. Plus précisément, la société d'affichage retenue aurait dû, comme contre-

prestation, s'occuper du système «vélib». Suite à un recours, cette clause a été retirée. «Ce qui a permis à un autre projet de vélos en libre service de démarrer, qui va au-delà des seules frontières de la ville», commente Claude-Alain Macherel, codirecteur du Département des constructions et de l'aménagement à la Ville.

Restent les détails de l'aventure qui sont encore à définir. Au DIM, on parle déjà d'un financement public, à négocier entre les partenaires. Pour ce qui est de la gestion du système, un appel à projets pourrait être lancé cet automne, relève M^{me} Klopfenstein. Elle soutient fermement la candidature possible de Genève Roule, qu'elle juge être «l'acteur le mieux placé». D'autant qu'il est primordial

pour Pro Vélo de «mettre en avant les partenaires locaux et le tissu associatif genevois».

En tant que directeur de Genève Roule, Nicolas Walder serait ravi de gérer le futur équipement. «Vu l'implantation de notre association à Genève, et son double objectif de mobilité et d'insertion socioprofessionnelle, nous avons de bonnes chances d'être choisis.» L'intérêt social qu'impliquerait la coordination du plan des TPG par l'association est en effet non négligeable. Plusieurs postes s'ouvriraient aux chômeurs et aux requérants d'asile pour assurer la maintenance, l'entretien et la gestion du dispositif. Toutefois, Genève Roule n'a pour le moment «aucune garantie» de participer à la réalisation du projet. I



Vélos en libre service sur la commune de Morges. Jusqu'ici à la traîne, les autorités genevoises planchent sur un dispositif ambitieux qui intégrerait «avec un seul produit tarifaire l'ensemble des modes de transports». KEYSTONE

La culture alternative échoue à se greffer aux plans d'aménagement

PÉTITION • L'Union des espaces culturels autogérés déplore que le Grand Conseil n'ait pas transmis au Conseil d'Etat sa pétition, munie de 18 000 signatures.

RACHAD ARMANIOS

Mercredi, l'Union des espaces culturels autogérés (UECA) a condamné le sort réservé par le Grand Conseil, il y a un mois, à une pétition réclamant le maintien de la culture alternative au centre-ville ainsi que la prise en compte, dans l'élaboration des plans d'aménagement, des besoins en la matière. Alors que la culture exige une vision cantonale, renvoyer le texte muni de 18 000 signatures à l'exécutif de la Ville et non pas au Conseil d'Etat revient à l'enterrer, communique en substance l'UECA. Cette dernière, demande la pétition, devrait être associée à l'élaboration des plans d'aménagement urbains.

Les lieux culturels de création et de diffusion se font de plus en plus rares au centre ville et plusieurs sites attendent une solution de relogement. Dans ce contexte, «des revendications dépassent le territoire stricto sensu de la Ville, écrit l'UECA. Les députés du Grand Conseil savaient que les discussions sur cette

pétition au sein du Conseil municipal aboutissaient toutes à la même conclusion: le canton doit se saisir des questions de politique culturelle.» Auditionné par les députés, le conseiller administratif chargé de la Culture, Patrice Mugny, a souligné que la Ville ne pouvait pas trouver seule des solutions, faute avant tout de locaux disponibles.

Pour leur part, les conseillers d'Etat s'accordent pour reconnaître que le canton doit davantage avoir de compétences en matière de culture. Charles Beer plaide même pour la création d'un département cantonal.

Mais pour Frédéric Hohl, député radical qui a rédigé le rapport de majorité, la pétition «aurait du sens si c'était le canton qui était leader dans le domaine, mais ce n'est pas le cas. Nous sommes favorables à offrir de nouveaux lieux pour la culture alternative, mais la commission des pétitions, en visitant Artamis, l'Usine, et lors des auditions, s'est

rendu compte que les acteurs de la culture alternative interrogés n'étaient pas prêts à s'installer ailleurs qu'en Ville. La pétition perd donc son sens.» M. Hohl estime que la solution doit être trouvée dans les communes. «En ville, les gens n'acceptent plus les nuisances sonores», déplore-t-il.

Permanente de l'Usine et coordinatrice de l'UECA, Albane Schlechten nuance: «Des lieux de diffusion, de concerts ou de spectacles peineraient à trouver leur public à Onex ou à Meyrin, mais pour les ateliers ou des lieux de résidence, c'est une possibilité.» Quant au futur quartier Praille-Acacias-Vernets (PAV), «c'est déjà la ville», même s'il concerne plusieurs communes et le canton. «Alors que dans les trente ans le développement urbain de Genève sera considérable, et que le déclassement des terrains du PAV est imminent, il est temps que l'Etat mène une politique plus volontariste en ce qui concerne les activités culturelles», lance l'UECA dans un énième signal d'alarme. I